HAL
open science

Cuba : histoire d'un exode

Gérard-François Dumont

To cite this version:

Gérard-François Dumont. Cuba : histoire d'un exode. Population et avenir, 2015, 725, pp.3. 10.3917/popav.725.0003 . hal-01277886

HAL Id: hal-01277886

https://hal.science/hal-01277886v1

Submitted on 23 Feb 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cuba : histoire d'un exode

Dans l'histoire, l'année 2015 est notamment celle de la « crise des migrants » en Europe et du rétablissement des relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis. Le décryptage de l'exode de populations cubaines sous le régime castriste est doublement important. D'une part, il permet de mieux comprendre certains des mécanismes des migrations internationales. D'autre part, il livre un éclairage essentiel sur les relations entre Cuba et les États-Unis.

par Gérard-François **Dumont**

À Cuba, le déficit migratoire cumulé s'établit, pour la période 1959[1]-2015, à plus d'un million, soit 12 % de la population moyenne durant cette période. En moins d'un demi-siècle, un Cubain sur huit choisit donc de quitter l'île et de tourner le dos à la Révolution castriste. Les quatre cinquièmes optent pour les États-Unis qui, dans les périodes où ce pays les accepte, accueillent ces immigrants comme des « réfugiés », victimes de la dictature communiste.

La première vague d'exode

Une telle intensité d'exode s'explique principalement par le caractère liberticide du régime castriste, mais selon un rythme qui évolue en fonction de la perméabilité variable des frontières. Une première vague d'exode de Cubains se déroule lors des quatre premières années de la Révolution, alors que les départs sont possibles jusqu'à la suspension des vols aériens réguliers en octobre 1962, à l'initiative de Washington. Elle est facilitée puisque Castro ne souhaite nullement empêcher l'émigration d'éventuels opposants.

Ensuite, les États-Unis pensent utiliser l'octroi des visas comme un levier leur permettant d'exercer une influence sur la politique cubaine, les limitant certaines années dans l'espoir d'attiser le mécontentement et de faire monter la pression contre le régime castriste. L'intensité annuelle de l'émigration dépend alors de l'état des relations entre les deux pays, le régime castriste voyant toujours d'un bon œil le départ d'opposants tout en souhaitant éviter une hémorragie démographique.

La deuxième vague doublement facilitée

En 1965, un deuxième important exode cubain se produit lorsque le gouvernement cubain ouvre le port de Camarioca à tous ceux qui souhaitent quitter le pays. Face aux conditions parfois mortelles de l'exode, les États-Unis et Cuba parviennent à un accord permettant aux Cubains de se rendre en Floride avec des charters affrétés par le gouvernement américain. Grâce aux *Freedom Flights*, « Vols vers la Liberté », environ 300 000 Cubains trouvent refuge aux États-Unis entre 1965 et 1973. Parallèlement, en 1966, le Congrès américain adopte la loi d'ajustement cubain (*Cuban Adjustment Act*, CAA) : elle accorde une possibilité de résidence permanente pour les Cubains physiquement présent aux États-Unis depuis au moins un an.

> **« En moins d'un demi-siècle, un Cubain sur huit a choisi de quitter l'île et de tourner le dos à la Révolution castriste. »**

La troisième vague suivie d'accords entre Cuba et les États-Unis

En 1980, c'est la troisième vague : les départs maritimes des *balseros*, nom donné aux Cubains qui fuient le régime castriste, au péril de leur vie, sur des embarcations de fortune – parfois de simples bouées – dans la mer des Caraïbes, augmentent considérablement au cours de l'exode de Mariel : 125 000 Cubains arrivent en Floride du Sud, mais nombre d'entre eux meurent noyés lors de la traversée. Puis l'exode par bateau se poursuit, de quelques centaines de personnes en 1989 à quelques milliers en 1993. En 1994, une nouvelle hausse de l'exode conduit à deux accords sur la question migratoire entre Cuba et les États-Unis, accords visant à assurer une migration sûre, légale et ordonnée. Combinés avec la CAA, ces accords migratoires de 1994 et 1995 établissent la politique actuelle *wet-foot, dry-foot*, soit « pied humide, pied sec ». Cela signifie que les Cubains interceptés en mer, *wet-foot*, par les États-Unis sont renvoyés à Cuba, dont le gouvernement, selon les accords, s'engage à ne pas exercer de représailles contre eux. Quant à ceux qui atteignent le rivage des États-Unis, les *dry-foot*, ils sont généralement autorisés à y rester et peuvent obtenir un statut de résident permanent après un an. Sous l'effet de ces différents exodes, la population d'origine cubaine aux États-Unis n'a cessé de croître, passant de 737 000 en 1990 à nettement plus d'un million depuis 2010. S'y ajoutent les exodes de Cubains vers d'autres pays : Espagne (115 000), Italie (32 000), Porto Rico (17 000), Mexique (14 000) et Canada (11 000).

Demain, Cuba toujours pays d'émigration ?

Après le rétablissement des relations diplomatiques entre les États-Unis et Cuba en 2015, la diaspora cubaine aux États-Unis, très présente en Floride et ayant toujours voté, ces dernières décennies, très majoritairement pour le parti républicain[2], contrairement aux autres Hispaniques, est très partagée. Une partie rêve de pouvoir multiplier les échanges économiques et touristiques avec une île de Cuba qui s'ouvrirait à l'économie de marché. Une autre partie, sceptique sur la réalité d'avancées démocratiques à Cuba, considère, comme le sénateur républicain Marco Rubio, dont les parents ont quitté Cuba pour s'installer aux États-Unis, que M. Obama « a donné au gouvernement cubain tout ce qu'il voulait, et n'a reçu aucune assurance ni avancée en matière de démocratie et de liberté ». Quant aux Cubains, leur espoir de démocratisation semble limité puisque les gardes-côtes américains ont constaté en 2015 une hausse des migrants cubains voulant entrer sur le territoire des États-Unis.

1. Année de la prise du pouvoir par Fidel Castro.

2. Elle a ainsi permis l'élection en 2000 de Georges W. Bush, qui, emportant la Floride, est devenu Président. Cf. Dumont, Gérard-François, *Démographie politique. Les lois de la géopolitique des populations*, Paris, Ellipses,